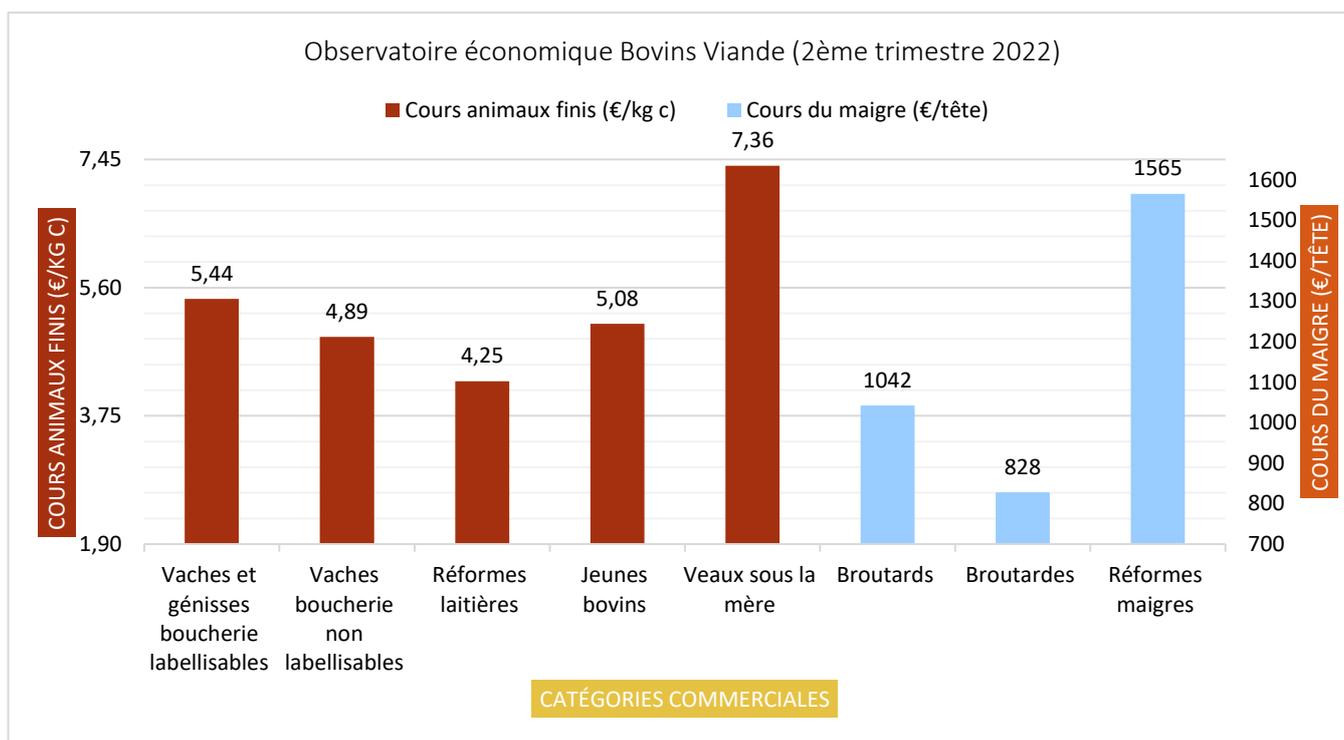


Observatoire économique Bovins Viande (2ème trimestre 2022)

Catégorie commerciale	Cours produits finis (€/kg c)	Cours du vif (€/tête)	Tendances / trimestre précédent
Vaches et génisses boucherie labellisables	5,44		↗ : + 5,2 % (déficit d'offre)
Vaches boucherie non labellisables	4,89		↗↗ : + 10,9 % (gros déficit d'offre)
Réformes laitières	4,25		↗↗↗ : + 21,1 % !! (décapitalisation laitière)
Jeunes bovins	5,08		↗↗ : + 9,5 % (demande dynamique)
Veaux sous la mère	7,36		Maintien (+ 0,5 %) : trop d'offre après Pentecôte
Broutards		1042	Bon maintien (+ 1 %) : marché équilibré
Broutardes		828	↗ : + 3,2 % (équilibre)
Réformes maigres		1565	↗ : + 7,8 % (léger excédent freinant la ↗ des prix)



Analyse globale Conjoncture des mois d'avril, mai et juin 2022

Atteignant les 138 points en juin, l'indice IPAMPA bovin viande (prix des matières premières agricoles consommées) a continué à progresser sur ce trimestre, à un rythme néanmoins 3 fois moins soutenu que sur le 1er trimestre. En effet, si les prix de certains intrants affichent une hausse marquée (aliments: + 9,2 %, matériel: + 6,9 %), d'autres postes majeurs amorcent une inflexion, voire une baisse (énergie: - 1 %). Comme pour le trimestre précédent où les effectifs de femelles allaitantes se sont bien maintenus (- 0,12 %), la décapitalisation départementale reste contenue sur cette période (- 1,43 %), limitant l'offre et accompagnant la tendance haussière des cours... La vague brutale de chaleur survenue en juin, après un printemps très tardif, suscite déjà des inquiétudes pour l'alimentation des troupeaux...

Femelles de boucherie : le manque d'offre s'amplifie, la consommation se maintient, soutenant les cours surtout dans les catégories inférieures

Au 1er juin, le nombre de vaches allaitantes en France affiche un recul de 3,1 %/2021. Au niveau de notre département, cette évolution est légèrement moins prononcée (- 2,7 %), mais la décapitalisation amorce une accélération ce printemps. Cumulée à une pénurie de vaches laitières (remontée du prix du lait en France, décapitalisation laitière très marquée dans notre région), cette limite d'offre en vaches de boucherie coïncide avec une consommation de viande bovine par bilan qui progresse en mars et avril, avant une légère inflexion en juin.

Explications : si l'inflation des prix alimentaires est bien réelle en France (+ 6,5 % en juin), elle reste sensiblement inférieure à celle du reste de l'Europe (+ 8,9 % dans l'OCDE). Pourtant, la viande bovine est la plus impactée par la hausse des prix en juin, loin devant l'huile et les pâtes alimentaires : 1ère place pour les viandes hachées surgelées (+ 21 %), 3ème place pour les viandes hachées du rayon frais (+ 15,5 %). La très forte reprise de la RHD (restauration rapide et traditionnelle en particulier) est un élément qui explique ce bon maintien de la demande en viande.

Conséquence : la demande s'oriente fortement sur la viande hachée, alimentant une hausse de prix surtout marquée dans les catégories inférieures (réformes laitières, allaitantes âgées et/ou moins conformées). D'où la progression marquée sur ce trimestre pour les catégories inférieures de vaches de boucherie (vaches laitières : + 21 %, vaches viande non labellissables : + 11 %), difficulté en revanche pour les filières labels, au sommet des grilles de prix, dont l'augmentation sur la période est de l'ordre de 5 %.

En effet, les filières Label éprouvent des difficultés à aligner les prix à hauteur des charges alimentaires (prix du correcteur azoté tracé non OGM proche des 600 €/t), même dans un contexte contractualisé Egalim. Sur le trimestre, les prix nets en Labels contractualisés ont toutefois progressé en moyenne d'une quinzaine de centimes, avec une moyenne de 5,59 €/kg carcasse (écarts selon les filières et les contrats). Les cotations nationales sont à un plafond historique en juin : 5,57 € et 5,27 €/kg carcasse pour les vaches U et R de races à viande, 4,98 €/kg carcasse pour les laitières O.

Jeunes bovins : une catégorie de plus en plus prisée, face à une offre restreinte

Les sorties notifiées en jeunes bovins sont inférieures aux années précédentes, tant au niveau national que local : les abattages français de JB de type viande sont ainsi en baisse de 7 % sur le mois de mai et l'observatoire mensuel départemental affiche une chute de près de 19 % en mai en année glissante. Le coût très élevé de l'alimentation, la tendance haussière des prix "contrats" du maïs et les incertitudes sur les rendements culturaux face à une sécheresse qui s'amorce n'incitent pas à l'engraissement. Face à une demande dynamique des marchés intérieurs et exports, les cours du JB affichent logiquement la progression la plus importante sur ce trimestre, de près de 10%, en contractualisation Egalim ou pas. La pénurie exacerbe la concurrence entre les acheteurs.

Veaux sous la mère : bonne tenue des cours, malgré une météo défavorable en fin de trimestre. Inquiétude sur la baisse régionale de production...

Les relevés trimestriels affichent une progression des cours, jusqu'à la Pentecôte, qui clôturait traditionnellement la période de ventes. Cette année, la hausse brutale des températures dès le début du mois de juin a hâté le ralentissement saisonnier de la consommation, avec une tension baissière sur les cours aggravée par des sorties trop nombreuses par rapport aux débouchés.

L'observatoire mensuel de la production confirme la forte baisse des sorties de veaux légers à l'échelle de l'ensemble du bassin traditionnel : au niveau départemental, elles sont, en année glissante, de - 18 % au 1er mars, - 16,7 % au 1er mai... En plus de l'astreinte liée à la conduite des veaux, c'est désormais le manque de différentiel de prix par rapport à un broutard dynamique qui décourage un nombre croissant d'éleveurs.

Maigre (broutards d'exportation) : bon maintien des cours à un niveau élevé : baisse des disponibilités en fermes et demande dynamique pour des veaux lourds...

La saison touristique est bien lancée en Italie, ce qui stimule la demande de la restauration. En outre, face à la flambée des coûts de l'alimentation animale, les engraisseurs orientent fortement leurs demandes sur des veaux lourds, de 300 kg et plus, afin de limiter

le temps de présence en bâtiment. Ceci stimule également la demande, avec des bandes plus courtes. Face à cette demande, l'offre en broutards est de plus en plus limitée, consécutive à la décapitalisation bovine amorcée en France depuis 2016. Les naissances de veaux de mères allaitantes enregistrent en France un net recul en avril (- 8,7 % /2021), et le nombre de veaux mâles en ferme se replie de 4 %/2021 au 1er mai. Les cours du JB restent élevés partout en Europe, stimulant les cours des broutards.